

© COWFA



**Les lauréats** des Prix internationaux  
d'alphabétisation de l'UNESCO

**2010**



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Décennie des  
Nations Unies  
pour l'Alphabétisation  
2003 - 2012

**Le pouvoir de l'alphabétisation  
des femmes**

**Les lauréats** des Prix internationaux  
d'alphabétisation de l'UNESCO

**2010**

La Direction générale de l'éducation et la formation des adultes - DGEFA (Cap-Vert)  
**EdFoA (Education et Formation des Adultes)**  
Lauréat du Prix d'alphabétisation UNESCO Roi Sejong

Institut d'Etat pour la formation des enseignants et le développement de l'école  
(Hambourg, Allemagne)  
**Projet d'alphabétisation familiale (FLY)**  
Lauréat du Prix d'alphabétisation UNESCO Roi Sejong

Le Centre d'éducation non-formelle (Népal)  
**Campagne nationale d'alphabétisation**  
Lauréat du Prix UNESCO Confucius pour l'alphabétisation

Gouvernorat d'Ismaïlia (Égypte)  
**Des filles pour les familles**  
Lauréat du Prix UNESCO Confucius pour l'alphabétisation

La Coalition des agricultrices - COWFA (Malawi)  
**Projet de promotion des droits fonciers des femmes (WOLAR)**  
Mention honorable du Prix UNESCO Confucius pour l'alphabétisation

La Fondation universitaire catholique du Nord (Antioquia, Colombie)  
**Programme virtuel d'aide à l'alphabétisation**  
Mention honorable du Prix d'alphabétisation UNESCO Roi Sejong

Irina Bokova,  
Directrice générale de l'UNESCO



© UNESCO/Michel Ravassard

## Message de Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation 8 septembre 2010

**L**orsqu'une femme sait lire et écrire, elle peut faire des choix lui permettant d'améliorer considérablement sa vie.

Pourtant, dix ans après l'entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle, deux tiers des 759 millions d'adultes analphabètes dans le monde sont des femmes. Cette situation intolérable reflète l'une des injustices les plus tenaces de notre époque : l'inégalité de l'accès à l'éducation.

Aucune raison, qu'elle soit d'ordre culturel, économique ou social, ne justifie que les filles et les femmes se voient refuser l'accès à l'éducation. Il s'agit d'un droit fondamental et d'une condition sine qua non pour atteindre tous les objectifs de développement convenus au niveau international.

L'analphabétisme est responsable de la marginalisation des femmes et constitue un obstacle de premier ordre à la réduction de la pauvreté extrême, dans un monde où les technologies occupent une place prépondérante et où savoir lire, écrire et compter est indispensable pour exercer ses droits fondamentaux et saisir ses chances. Pour toutes ces raisons, cette année, la Journée internationale de l'alphabétisation met l'accent sur le rôle capital de l'alphabétisation dans l'autonomisation des femmes.

L'apprentissage de la lecture et de l'écriture donne aux femmes de l'assurance pour faire des choix décisifs concernant leur vie et leur avenir. Tel est l'intérêt de l'autonomisation : acquérir le savoir nécessaire pour prendre des décisions en connaissance de cause et partager le pouvoir tant au sein du foyer que dans la sphère publique. Les témoignages de femmes néo-alphabétisées révèlent l'impact considérable de ces nouvelles compétences et de ce nouveau savoir sur tous les aspects de leur vie.

En tant que première femme élue au poste de Directeur général de l'UNESCO, j'ai à cœur de faire avancer les droits des filles et des femmes

partout dans le monde, notamment grâce à l'éducation. L'égalité des sexes est l'une de nos priorités stratégiques globales, dans la mesure où aucun développement durable n'est possible si les femmes ne jouissent pas des mêmes droits et des mêmes chances que les hommes.

L'investissement dans l'alphabétisation des femmes donne d'excellents résultats : il améliore les moyens de subsistance, il a une influence bénéfique sur la santé maternelle et infantile et il favorise l'accès des filles à l'éducation. En bref, l'alphabétisation des femmes a des répercussions positives sur l'ensemble des indicateurs de développement.

La Journée internationale a pour but de sensibiliser l'opinion à l'urgente nécessité de porter une attention accrue à l'alphabétisation, notamment celle des filles et des femmes. Les prix internationaux d'alphabétisation de l'UNESCO mettent en évidence des programmes stimulants et créatifs ayant eu un profond impact sur les individus et leur communauté. Ils montrent les solutions qui fonctionnent et, le cas échéant, dans quelle mesure.

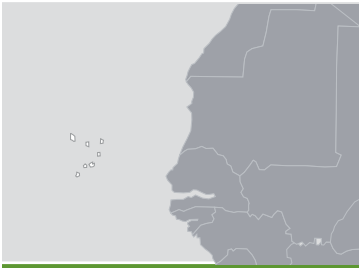
Depuis une dizaine d'années, l'écart entre les sexes en matière d'éducation ne cesse de diminuer dans de nombreux pays. Il en va de même pour l'alphabétisation, mais les progrès ne sont pas assez rapides ; beaucoup reste encore à faire.

Je profite de cette occasion pour appeler les gouvernements, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé à amplifier leur soutien à l'alphabétisation. Je suis convaincue de l'existence d'une dynamique portant à faire de l'alphabétisation des femmes une priorité : ces derniers mois, par exemple, un coup d'accélérateur a été donné à l'égalité des sexes, avec la création d'ONU-Femmes.

L'alphabétisation donne une voix aux femmes, tant dans leur famille que dans la vie politique et sur la scène internationale. Elle constitue une première étape vers la liberté individuelle et, de manière plus générale, vers la prospérité. Lorsque les femmes sont alphabétisées, c'est la société tout entière qui est gagnante.



Irina Bokova



CAP-VERT

## L'alphabétisation progresse à grands pas au Cap-Vert

La Direction générale de l'éducation et la formation des adultes du Cap-Vert (DGEFA) a reçu le Prix d'alphabétisation UNESCO Roi Sejong pour son programme d'éducation permanente et d'apprentissage qui a permis de faire fortement reculer l'analphabétisme depuis l'indépendance.



© Direction Générale de l'Education et la Formation des Adultes (DGEFA)

L'alphabétisation de la population capverdienne dans son ensemble progresse à grands pas : le taux d'analphabétisme est en effet d'environ 20% seulement alors qu'il dépassait les 60% en 1975 lorsque cet archipel lusophone d'Afrique de l'ouest a accédé à la souveraineté. L'instrument de cette politique est la Direction générale de l'éducation et la formation des adultes (DGEFA), un service du ministère de l'Education et de l'Enseignement supérieur chargé de la mise en œuvre de l'éducation extrascolaire. Celui-ci a pour tâche l'instruction et la formation professionnelle de base des adultes.

Outre la meilleure assurance et l'estime de soi que permet la capacité de lire, d'écrire et de compter, l'objectif du programme est d'offrir la possibilité d'exercer une profession et, par conséquent, de lutter contre la pauvreté. Il s'agit aussi d'une éducation à la vie communautaire reposant sur quatre piliers : apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à être et apprendre à vivre ensemble, voire à créer des associations d'intérêt commun. Par ailleurs, les questions relatives à l'égalité des sexes et à la prévention du VIH/sida sont aussi abordées.

Malgré tout, le niveau de pauvreté demeure élevé dans un pays où 30% de la population pâtit de ressources insuffisantes (41% dans les campagnes). On constate parallèlement que le taux d'analphabétisme demeure plus élevé en milieu rural, particulièrement dans la tranche d'âge 35-49 ans et chez les femmes. Celles-ci sont le premier public cible du programme gouvernemental d'alphabétisation. L'une d'entre elles, Lourença de Brito, habitante de Ribeira



© Direction Générale de l'Éducation et la Formation des Adultes (DGEFA).



Grande de Santiago, berceau du peuplement capverdien, confie : « Si on m'avait mise à l'école quand j'étais petite, aujourd'hui, je serais certainement quelqu'un parce que je suis curieuse. Mais on ne m'y a pas mise, à cause des travaux de la ferme, garder les animaux, aller chercher du bois. Là, je suis vraiment contente et seul Dieu peut connaître ma joie ! »

La méthode d'enseignement est inspirée des travaux du pédagogue brésilien Paulo Freire, auteur notamment d'une « Pédagogie des opprimés ». Les cours de langue

portugaise sont adaptés à la réalité capverdienne, et sont donnés en langue créole, dans les 17 centres d'éducation et de formation des adultes répartis dans l'archipel. Les formateurs doivent aussi adapter les cours en fonction des communautés auxquelles ils s'adressent. Ils ont abondamment recours à l'informatique et à l'Internet afin de faciliter les échanges dans ce territoire éclaté sur le plan géographique.

Deux mille personnes en moyenne vont au terme de leur formation chaque année. Depuis 1979, près de 100.000 Capverdiens, sur un demi-million d'habitants, ont réussi cet examen.

Les cours sont organisés en trois phases d'une année scolaire chacune, une quatrième phase facultative permettant de consolider l'acquis en s'efforçant de lutter contre « l'analphabétisme de retour ».

Le coût annuel du programme est de 440 millions d'escudos (4 millions d'euros), assuré par l'Etat capverdien, l'aide publique au développement, la Banque africaine de développement et les Nations Unies.

Bernard GIANSETTO



ALLEMAGNE

## Créer des passerelles entre l'école, les communautés et les parents

Le projet d'alphabétisation familiale (FLY), qui a reçu l'un des Prix d'alphabétisation UNESCO Roi Sejong 2010, s'adresse à la fois aux enfants et aux parents issus des communautés immigrantes de Hambourg (Allemagne).



© Institut d'Etat pour la formation des enseignants et le développement de l'école

**P**artir du portrait d'un parent ou d'une photo de groupe et raconter par écrit l'histoire de la famille pour la restituer à ses enfants. C'est l'un des exercices auxquels se prêtent les mères de famille qui participent, aux côtés de leurs enfants, au projet d'alphabétisation familiale (Family Literacy, FLY) mis en place à Hambourg, Allemagne. Ce programme, lancé en 2004 par l'Institut d'Etat pour la formation des enseignants et le développement de l'école dans plusieurs quartiers défavorisés, a reçu l'un des Prix d'alphabétisation UNESCO-Roi Sejong 2010.

Mis en place à Hambourg, une ville qui compte 14% d'immigrants, le projet FLY s'adresse à la fois aux parents issus des communautés d'immigrants, essentiellement aux mères, et à leurs enfants de moins de six ans. C'est en effet dans les premières années de la vie d'un enfant que se joue l'attitude vis-à-vis de l'apprentissage et le rapport futur à l'école. Or pendant cette période, les parents jouent un rôle clé dans l'acquisition des compétences liées à l'alphabétisation. C'est aussi un moment où beaucoup d'entre eux entament des démarches pour apprendre ou réapprendre à lire et écrire afin d'aider leurs enfants dans leur travail scolaire.

Une fois par semaine, pendant deux ans, les mères accompagnées de leurs enfants se rendent en classe. Certaines activités, comme les jeux organisés autour des livres, se font en commun. D'autres en revanche ont lieu de manière séparée, les enfants d'un côté, les mères de l'autre. Il ne s'agit pas seulement d'apprendre à lire et écrire mais aussi de se familiariser avec l'objet livre, d'encourager le plaisir de la lecture et d'apprendre à rédiger des textes en allemand, dans sa langue maternelle ou dans les deux langues.



© State Institute for Teacher Training and School Development

Ceci étant, chaque année, ce sont près d'un millier de parents et autant d'enfants qui bénéficient du projet FLY. Si neuf quartiers étaient concernés au départ, ils sont désormais 33, et 25 nouvelles écoles se lancent chaque année dans l'aventure. Au fil des ans, le projet a réussi à créer des passerelles entre l'école, les familles et les communautés. Il permet de faciliter la communication entre parents et enseignants et a peu à peu changé la culture des écoles participantes. Dans plusieurs établissements, des salles ont ainsi été créées pour accueillir les mères. A l'issue du cursus de deux ans, beaucoup d'entre elles ont amélioré l'estime qu'elles avaient d'elles mêmes et gagné en confiance.

Il arrive que le projet mette au jour des talents comme dans le cas d'Ümmühan, une mère d'origine turque, qui s'est découvert un don pour l'écriture. Ses poèmes ont été publiés et son recueil est désormais utilisé dans les cours d'alphabétisation avec les femmes immigrantes. « Mes poèmes, cahiers et crayons sont mes meilleurs amis. Ils sont toujours là pour moi, même lorsqu'il y a une urgence ! » (Ümmühan E., Mother in the Hamburg FLY-Project) « L'alphabétisation familiale est une très bonne stratégie pour construire un lien fort entre la mère et l'enfant. Cela ne renforce pas seulement les compétences



en alphabétisation de la mère mais lui donne la possibilité d'observer l'enfant attentivement et de profiter de chaque étape de sa croissance et de son développement. »

Sumon Thuladar et Gabriele Rabkin ont entamé une coopération sur l'alphabétisation familiale en 2009 et sont actuellement en train d'adapter l'approche d'Hambourg aux besoins spécifiques du Népal.

Agnès BARDON





## NÉPAL

## Quand le Népal met l'éducation non-formelle au service de l'alphabétisation

Le Centre d'éducation non-formelle, fer de lance de l'alphabétisation au Népal, a reçu le Prix UNESCO Confucius pour sa capacité à atteindre les communautés les plus défavorisées qu'elles vivent en zones urbaines ou rurales ou dans les coins les plus reculés du pays, faisant progresser considérablement le niveau d'alphabétisation de la population en l'espace de deux années seulement.



© Aliza Shrestha Dhungana

Comment alphabétiser 100% de la population dans un pays de collines et de montagnes, quand celle-ci est diverse et dispersée ? Face à ce défi, le Ministère de l'Éducation et des Sports du Népal a chargé le Centre d'éducation non-formelle (Non-Formal Education Centre – NFEC) de créer un programme national pour atteindre les populations marginalisées, les femmes en particulier. Selon les dernières statistiques, 37% des Népalais ne savaient ni lire ni écrire en 2007-2008. Alors que la première Campagne nationale d'alphabétisation lancée par les pouvoirs publics aurait touché trois millions de personnes, il en resterait environ près de cinq millions à alphabétiser d'ici 2012.

Les centres d'apprentissage communautaire (Community Learning Centers – CLC) dont le nombre dépasse le millier jouent un rôle clé à cet égard. Leur action touche tous les publics : les adultes, avec un cursus spécial pour les femmes, des cours complémentaires pour consolider l'apprentissage des nouveaux alphabétisés, sans oublier les enfants ayant abandonné l'école ou n'ayant même



© Centre d'éducation non-formelle

pas eu la chance d'y aller. Les centres d'apprentissage communautaire offrent également un accès à la bibliothèque ainsi que des cours de formation continue aux néo-alphabétisés.

Le programme pour adultes et adolescents est conçu pour une tranche d'âge très large allant de 15 à 45 ans. Lancé aussitôt après l'instauration de la démocratie en 2006, il concerne les personnes n'ayant pas été à l'école. Les effectifs sont d'au moins une vingtaine d'adultes par classe. D'une durée de deux heures, les cours ont lieu six jours par semaine. L'objectif est non seulement d'apprendre à lire et à écrire le népalais mais aussi d'avoir prise sur les problèmes auxquels tout un chacun peut être confronté dans sa vie quotidienne. Il vise à inculquer les normes de la vie démocratique et à donner des outils permettant d'entreprendre une activité économique.

En ce qui concerne enfin les enfants, on estime que 7% d'entre eux ne sont pas scolarisés tandis que 12% abandonnent prématurément l'école. Sont particulièrement concernés les jeunes Népalais de 6 à 14 ans appartenant à des minorités ethniques, aux classes et castes pauvres, ou vivant dans les régions les plus reculées. Après trois années de cours, les élèves ayant réussi peuvent être admis dans le système scolaire formel au niveau de la quatrième année de scolarité dans le cadre du Programme d'école de proximité - School Outreach Programme (SOP) et la sixième année dans le cadre du programme d'école flexible - Flexible School Programme (FSP). En outre, des opportunités

ont été mise en place pour les néo-alphabètes qui peuvent s'inscrire ou suivre des cours académique dans le cadre de programmes ouverts d'apprentissage pour adultes.

De la même façon, les néo-alphabètes suivent massivement des formations à des activités génératrices de revenu, basées sur une étude préalable de leurs besoins.

A travers ces différents programmes, il s'agit pour les autorités de montrer que l'éducation peut s'acquérir à tout âge et partout. Il s'agit non seulement d'apprendre à lire, écrire et compter mais aussi de recevoir une instruction civique, d'acquérir des connaissances en matière de santé maternelle et infantile, de planning familial, sans oublier la préservation des traditions culturelles. Les promoteurs de ces programmes ont la conviction que l'alphabetisation de la population est indissolublement liée au développement du pays.

Bernard GIANSETTO



ÉGYPTE

## Abou-Achour (Égypte) : quand des jeunes filles sont le moteur d'un développement communautaire

Le Prix UNESCO Confucius pour l'alphabétisation est décerné en 2010 au Gouvernorat d'Ismailia (Égypte) pour son programme « Des filles pour les familles ».



© Gouvernorat d'Ismailia

**S**i la famille est la cellule de base de la société, il est logique que les programmes d'alphabétisation ciblent les familles. Tel est le raisonnement qui a inspiré le programme égyptien d'alphabétisation « Des filles pour les familles » mis en œuvre dans la lointaine petite ville d'Abou-Achour.

Le Gouvernorat d'Ismailia compte un million d'habitants ; le taux global d'alphabétisation est de 78 %, chiffre que les autorités veulent amener à 93 % en cinq ans, avec l'aide de leurs partenaires – et d'un groupe de jeunes filles d'Abou-Achour.

Aucune des 4 000 familles d'Abou-Achour n'a un revenu mensuel supérieur à 60 dollars des États-Unis. La principale activité est l'exploitation de terres gagnées sur le désert. Pour 30 000 habitants, les services sanitaires et éducatifs sont insuffisants. L'analphabétisme, les problèmes de santé, les mariages précoces et le travail des enfants sont répandus.

Le Gouvernorat a lancé son programme de développement à Abou-Achour en commençant par réaliser une étude participative, qui a collecté aussi bien des renseignements personnels de base – date de naissance, niveau d'instruction, activités des membres de la famille – que les opinions concernant l'éducation des filles. Une base de données a été constituée et son contenu analysé.

« Nous voulons vivre mieux », c'est en ces termes que les gens d'Abou-Achour résumaient leurs objectifs de développement : accroître son revenu, améliorer les techniques du quotidien et avoir des services plus efficaces. Il est



© Gouvernorat d'Ismaïlia

apparu que « la famille », associée systématiquement aux notions de confiance et de solidarité, était le mot le plus chargé de sens, au sein de la communauté. C'est ainsi qu'est né le développement à l'échelon familial.

Les familles d'Abou Achour ont désigné 120 jeunes filles destinées à recevoir en six mois une formation intensive qui ferait d'elles des animatrices du développement, notamment dans les domaines suivants : alphabétisation, santé et hygiène, droits de l'homme, création de revenu, administration et communication. Après avoir reçu cette formation, les jeunes filles sont retournées à Abou-Achour pour y travailler avec les familles, suivant une formule « à la carte » et personnalisée.

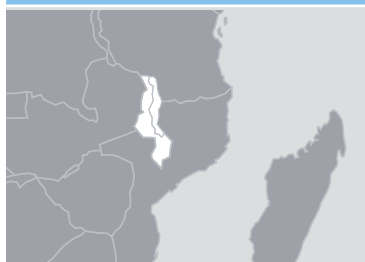
Cette équipe de jeunes filles (une pour 10 familles) était l'un des piliers du programme. L'autre étant un centre permanent en ville où l'on pouvait consulter un médecin, un vétérinaire, un spécialiste de l'éducation, un responsable des prêts et d'autres professionnels. Le Gouvernorat a tenu régulièrement des réunions d'information, a conclu des partenariats et a financé des micro-entreprises.

Les jeunes filles ont organisé des cours d'alphabétisation à domicile qui répondaient aux problèmes quotidiens. Elles donnaient des renseignements sur la santé,

l'hygiène et la planification familiale, apprenaient aux gens la cuisine, des techniques artisanales ou agricoles, les accompagnaient chez le médecin ou le vétérinaire, incitaient les enfants déscolarisés à retourner à l'école et apportaient leur aide pour l'obtention de petits prêts. On pouvait s'adresser à elles pour des démarches administratives : délivrance de carte d'identité, de carte d'électeur et de permis de conduire, mais aussi ouverture de droits, à une pension d'invalidité par exemple.

Que cette expérience ait été revalorisante pour les habitants d'Abou-Achour, on le devine quand ils disent « Notre village, c'est le meilleur d'Égypte ». Le projet « Des filles pour les familles » est une véritable avancée sociale et culturelle, qui va au-delà de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, plus loin même que l'intégration de l'alphabétisation dans le quotidien. Son originalité la plus marquante est peut-être d'avoir transformé les filles du village en animatrices communautaires et d'avoir balayé les préjugés sur les femmes dans la vie publique. Comme le disait un bénéficiaire du projet : « Qui aurait cru que ces filles réussiraient à faire ça ? ».

Jean O'SULLIVAN



## MALAWI

## Faire évoluer les droits de propriété foncière et les rapports de force par l'alphabétisation des femmes

La Coalition des agricultrices (COWFA) au Malawi reçoit la Mention d'honneur du Prix UNESCO Confucius pour son Projet de promotion des droits fonciers des femmes (WOLAR).



© COWFA

**D**ans de nombreuses parties du monde, les femmes sont les principales productrices de denrées alimentaires et elles jouent un rôle crucial en subvenant aux besoins de leur ménage. Il reste que ce sont très souvent les hommes qui possèdent et gèrent la terre ainsi que les revenus qu'elle génère. Les disparités en matière d'accès à la terre sont l'une des principales causes des inégalités entre les sexes dans les zones rurales, compromettant ainsi la sécurité alimentaire et le bien-être des individus et de leurs familles.

Au Malawi, quatre habitants sur cinq vivent en milieu rural, où ce sont essentiellement les femmes qui exécutent les tâches agricoles et fournissent la nourriture, puisqu'elles représentent 70 % des agriculteurs. Le nombre de femmes ayant pleinement accès aux moyens de production – terres et semences – est toutefois négligeable ; 4 % seulement des Malawiennes possèdent la terre qu'elles travaillent. Bien que les Malawiennes soient traditionnellement les productrices de nourriture, elles sont les plus vulnérables face à la famine : les hommes et les enfants mangent en premier, et les femmes en dernier. Dans un pays où l'agriculture constitue le socle de l'économie nationale, il est essentiel de reconnaître les droits des femmes à la propriété pour lutter contre la famine et, au bout du compte, contribuer à l'atténuation de la pauvreté et au développement.

De nombreuses constitutions nationales disposent que les hommes et les femmes ont les mêmes droits fonciers, mais la réalité est toute autre dans la vie de tous les jours. En raison d'une application très rigoureuse des valeurs et coutumes patriarcales, les Malawiennes ne sont pas traitées sur un pied d'égalité avec



© COWFA



les hommes, et l'analphabétisme chez les femmes tend à perpétuer l'inégalité entre les sexes. C'est là qu'intervient le Projet de promotion des droits fonciers des femmes. Ce projet aide les agricultrices démunies au Malawi à posséder et à contrôler des terres et favorise leur indépendance économique ainsi que leur sécurité alimentaire. En acquérant des compétences en matière de lecture et d'écriture et en participant à des réunions d'information, les Malawiennes apprennent à remettre en cause les pratiques discriminatoires et acquièrent la confiance nécessaire pour faire évoluer les rapports de force en matière foncière. Comme l'a

dit le lauréat du Prix Nobel, Amartya Sen : « L'éducation renforce la capacité d'action des femmes, laquelle action devient généralement plus éclairée et plus pertinente. Le fait d'être propriétaire peut également donner plus de poids aux femmes lors des prises de décisions familiales ».

« L'association nous a appris à être autonomes », dit Evelyn Mwafuliwa, une agricultrice appartenant à la Coalition des agricultrices. « Il n'y a pas de différence entre les femmes qui sont seules et celles qui ont des maris. » Thabo Chidimba, qui est également membre de la COWFA, ajoute : « Ce qui me plaît le plus dans ce groupe est que nous pouvons partager nos connaissances techniques. Nous nous aidons mutuellement et, surtout, nous cultivons suffisamment de nourriture pour manger ».

À l'appui des propos de Sen, le Projet de promotion des droits fonciers des femmes démontre comment le fait de posséder et de gérer une terre contribue concrètement à l'autonomisation économique des femmes et, partant, au bien-être de tous – hommes, femmes et enfants – dans les communautés rurales et l'ensemble de la société.

Camilla ADDEY



COLOMBIE

## L'alphabétisation par les TIC : renforcement de la cohésion sociale dans les environnements multilingues

La Fondation universitaire catholique du Nord d'Antioquia (Colombie) reçoit la Mention d'honneur du Prix d'alphabétisation UNESCO Roi Sejong pour son Programme virtuel d'aide à l'alphabétisation.



Virtual Assisted Literacy Program  
Cartagena - Colombia Students

© La Fondation universitaire catholique du Nord

Des solutions novatrices sont nécessaires pour pouvoir offrir des possibilités d'apprentissage aux régions isolées et aux populations marginalisées. La Fondation universitaire catholique du Nord d'Antioquia (Colombie) en a trouvé une qui permet d'atteindre ces régions et ces populations, de réduire la fracture numérique et de rassembler les communautés tout en luttant contre l'analphabétisme.

Le Programme virtuel d'aide à l'alphabétisation est une chance unique pour les populations autochtones, les personnes déplacées, les groupes ethniques marginalisés, les mères célibataires, les femmes maltraitées et les victimes de groupes subversifs. D'abord mis en œuvre dans le département de La Guajira, dans le nord de la Colombie, où vivent les Indiens Wayuu, le Programme réduit les distances géographiques et améliore considérablement la cohésion sociale. En 2008, il démarrait avec 327 participants ; en 2010, il profite déjà à 13 864 apprenants.

Parce que les adultes n'ont pas les mêmes besoins en matière d'apprentissage et constituent, par conséquent, un groupe hétérogène d'apprenants, il est difficile de satisfaire leurs attentes. Le Programme virtuel d'aide à l'alphabétisation est adapté aux différences de besoins, d'aspirations et de disponibilité et offre une solution aux difficultés d'accès dues à des facteurs géographiques. Les apprenants participent à des cours d'alphabétisation, qui sont renforcés par des ressources en ligne, et ont alors la possibilité d'apprendre et d'utiliser leurs nouvelles compétences dans leur langue maternelle. L'amélioration de la communication



© La Fondation universitaire catholique du Nord

par le biais de l'Internet dans les environnements multilingues ouvre de nouveaux horizons aux populations tout en leur permettant d'entretenir des liens étroits avec leurs traditions culturelles. Un apprenant disait à un facilitateur : « Je n'avais jamais tenu un crayon. Maintenant que je suis un vieillard, je sais que j'ai la possibilité d'apprendre davantage. J'espère que toutes les populations de La Guajira pourront faire comme moi ».

Le Programme virtuel d'aide à l'alphabétisation est un exemple concret d'une utilisation efficace des TIC dans les sociétés du savoir d'aujourd'hui et les économies actuelles, fondées sur la connaissance, dans lesquelles la communication est de plus en plus multidimensionnelle et basée sur l'informatique, nécessitant ainsi un degré élevé d'alphabétisation acquise grâce aux TIC. Le Programme colombien fait œuvre de pionnier en assurant

l'alphabétisation des populations par le biais du moyen de communication « du plus grand nombre avec le plus grand nombre » qu'est l'Internet, ce qui donne aux apprenants la possibilité d'apprendre par l'intermédiaire des forums, des blogs, de Twitter, de YouTube, des chats, etc., tout en renforçant leurs connaissances et leur aptitude à lire, à écrire et à dialoguer « avec le plus grand nombre ». S'il favorise les liens avec le monde extérieur, le Programme stimule aussi la communication entre membres d'une même famille, les aidant à résoudre les problèmes et conflits familiaux et à renoncer à la violence. Parmi les thèmes abordés figurent la résolution des conflits et la protection et la défense des droits de l'homme.

Ce model de programme a déjà été reproduit en République dominicaine. À condition d'être adaptés au contexte local et de bénéficier des soutiens appropriés, de tels programmes pourraient très bien faire avancer considérablement les pratiques et techniques d'alphabétisation.

Camilla ADDEY





© Gouvernorat d'Ismaïlia



© COWFA



© Institut d'Etat pour la formation des enseignants et le développement de l'école



Le Centre d'éducation non-formelle au Népal.  
© Aliza Shrestha Dhungana



© La Fondation universitaire catholique du Nord



© Direction Générale de l'Education et la Formation des Adultes



Virtual Assisted Literacy Programme  
La Guajira - Colombia Students



## Le pouvoir de l'alphabétisation des femmes

*L'UNESCO souhaite exprimer sa profonde reconnaissance et sa gratitude :*

- AU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE qui, par son généreux soutien, a permis d'attribuer le Prix d'alphabétisation UNESCO Roi Sejong depuis 1989.
- AU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE qui, par son généreux soutien, a permis d'attribuer le Prix UNESCO Confucius pour l'alphabétisation depuis 2005.

UNITÉ POUR LA COORDINATION DE LA DÉCENNIE DES NATIONS UNIES  
POUR L'ALPHABÉTISATION

Section de l'éducation de base, de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle,  
Division pour l'éducation de base  
UNESCO

7, place de Fontenoy  
75 352 Paris 07 SP, FRANCE

Téléphone: + 33 1 45 68 13 12  
Fax: + 33 1 45 68 56 26  
literacyprizes@unesco.org

[www.unesco.org/fr/literacy](http://www.unesco.org/fr/literacy)